ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 4 décembre 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au Collège de recrutement et aux jurys du concours d'admission au stage judiciaire et de l'examen d'aptitude professionnelle", a donné le 20 janvier 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 december 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het Wervingscollege en de jury's van het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage en het examen inzake beroepssbekwaamheid", heeft op 20 januari 1992 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION LIMINAIRE.

1. Dans sa lettre du 29 novembre 1991 par laquelle il a saisi du projet la section de législation du Conseil d'Etat, le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice demande expressément que l'avis porte également sur la possibilité de prendre l'arrêté en projet dans une période d'affaires courantes.

Le projet soumis à l'avis de la section de législation tend à assurer l'exécution de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, loi dont il détermine les dates d'entrée en vigueur.

En dépit de son caractère technique, il met en oeuvre une réforme dont l'importance n'est assurément pas négligeable et règle une procédure dans le déroulement de laquelle une des chambres législatives a tenu à jouer un rôle important (article 259bis, § 3, alinéa 1er, du Code judiciaire).

2. Les ministres démissionnaires conservent le pouvoir de régler les affaires courantes : ce pouvoir trouve sa justification dans le principe de la continuité du service public qui est un principe général applicable dans tous les cas (1) (2) (3).

---

(1) Arrêt DE VAL, n° 24.143, du 16 mars 1984.

La notion d'affaires courantes, qui détermine les compétences d'un gouvernement démissionnaire et qui tend à concilier le principe de la responsabilité des ministres devant les chambres avec celui de la continuité du service public, a un contenu hétérogène.

Une première catégorie d'affaires courantes sont celles qui relèvent de la gestion journalière d'un département ministériel (1). L'arrêté en projet n'entre pas dans cette catégorie.

Il reste alors à distinguer, d'une part, les règlements et les décisions qui, reposant sur des options importantes au regard de la politique générale, ne peuvent être prises que par un Gouvernement bénéficiant de la confiance d'une majorité parlementaire (avis L. 21.303/2, précité) et, d'autre part, les affaires administratives "d'intérêt plus qu'ordinaire qu'il n'est pas possible

---

(2) Sur les pouvoirs d'un gouvernement en période d'affaires courantes, cfr l'avis L. 21.303/2 donné le 13 novembre 1991 par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet d'arrêté royal fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et aux personnes morales de droit public qui en dépendent et les références citées à la page 29.404, note 1, du Moniteur belge du 24 décembre 1991.

(3) Sur la jurisprudence de la section d'administration, voir les Tables permanentes, V° Compétence des autorités administratives, n° VI/D-c.

(1) Sur cette notion, voir les arrêts du Conseil d'Etat, BERCKX, n° 18.291, du 1er juin 1977; JOOS, n° 20.080, et HAESAERT, n° 20.081, du 20 janvier 1980. Adde : l'arrêt STUER, n° 22.850, du 20 janvier 1983.

d’inscrire dans les schémas fixes de l’action quotidienne d’un département" (arrêt n° 17.128, précité).

Dans ce dernier cas, la décision peut encore être prise en périodes d’affaires courantes "si l’affaire a été entamée bien avant la période critique, si elle a ensuite été réglée sans précipitation caractérisée et si les problèmes de gestion qui ont pu se poser sur le plan administratif ont été résolus avant cette période critique, en d’autres termes, si la décision apparaît comme le résultat final d’une opération administrative qui a été entamée, réglée et conclue normalement, et non pas comme la suite surprenante d’une opération rapidement mise sur pied et exécutée de manière forcée, émanant d’un ministre qui, n’étant plus politiquement responsable, agit en dehors des conditions constitutionnelles" (arrêts n°s 20.080 et 20.081, précités).

Le texte en projet se borne à mettre en oeuvre - et non à définir - des options fondamentales qui ont déjà été faites par le législateur. Son élaboration a commencé avant la dissolution des chambres législatives et son adoption devrait intervenir dans les semaines qui viennent pour que les épreuves prévues puissent avoir lieu au cours de l’année 1992, conformément au voeu exprimé par le législateur.

Toutefois, les renseignements et les documents communiqués au Conseil d’Etat ne permettent pas à celui-ci de vérifier si sont toutes remplies les conditions qui permettent d’achever, en période de crise, une procédure qui a été entamée in tempore non suspecto.

EXAMEN DU PROJET.

Observations générales.

1. Le troisième chapitre du dispositif de l'arrêté royal en projet consacre un certain nombre de dispositions à l'organisation du concours d'admission au stage judiciaire ainsi qu'à celle de l'examen d'aptitude professionnelle.

La loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats énonce elle-même plusieurs normes applicables en la matière; pour le surplus, l'article 259bis du Code judiciaire prévoit l'intervention de trois autorités distinctes aux fins de régler les épreuves de recrutement des magistrats, à savoir :

- le Roi qui est chargé de déterminer les modalités de fonctionnement, notamment, des jurys;

- le collège de recrutement des magistrats, auquel il incombe d'établir les programmes de l'examen et du concours;

- les jurys qui ont pour mission d'organiser "suivant les dispositions légales" l'examen ainsi que le concours.

Si, conformément à l'article 67 de la Constitution, le pouvoir du Roi n'est pas limité, en ce qui concerne l'exécution de la loi du 18 juillet 1991, à la seule détermination des modalités de fonctionnement du jury, sensu stricto, ce pouvoir ne pourrait le conduire à empiéter sur

les compétences qui ont été directement déléguées par la loi au collège en matière d'établissement des programmes de l'examen et du concours.

La notion du "programme" des épreuves désigne de façon certaine, en matière d'enseignement, l'ensemble des connaissances et des matières qui forment les sujets d'un examen ou d'un concours (ROBERT, Dictionnaire de la langue française) et sur lesquelles les candidats doivent être interrogés (LAROUSSE).

Cette notion semble toutefois avoir été utilisée dans une acception plus large par le législateur dès lors que les travaux préparatoires de la loi du 18 juillet 1991 se réfèrent également non seulement aux critères "d'évaluation" des candidats mais aussi aux conditions générales (soit celles qui exigent une "uniformité") relatives à l'organisation et au déroulement des épreuves (1). C'est nécessairement cette acception que le Conseil d'Etat prend en considération dans le présent avis.

La compétence du collège trouve elle-même sa limite dans la fixation des règles particulières à l'organisation pratique des épreuves, laquelle ressortit aux jurys et ne s'accommode d'ailleurs pas de la publication exigée par l'article 259bis, § 4, a, alinéa 1er, du Code judiciaire.

---

(1) Exposé des motifs, Doc. Sénat, 1989-1990, n° 974/1, pp. 9 et 12; Rapport fait au nom de la Commission de la justice du Sénat, Doc. parl., 1989-1990, n° 974/2, pp. 7, 9, 19 et 127; Rapport fait au nom de la Commission de la justice de la Chambre des Représentants, (Doc. parl., 1990/1991, n° 1565/10, pp. 20 et 67.

La compétence attribuée par le législateur au collège et aux jurys, ne fait toutefois pas obstacle à ce que le Roi détermine, dans les limites décrites dans l'observation liminaire, certaines règles de base auxquelles les jurys devront avoir égard dans leur fonctionnement (aspect "fonctionnel") et qui sont indépendantes des choix présidant à l'organisation du contenu et du déroulement des épreuves (aspect "structurel"), à condition, ce faisant, de ne pas pénétrer dans les domaines que la loi a entendu régir elle-même.

Certaines dispositions du projet doivent être examinées du point de vue de la répartition légale des compétences; il s'agit essentiellement des articles 11, 14 et 15 du projet.

2. L'article 259bis, § 1er, du Code judiciaire crée un collège de recrutement des magistrats, lequel se divise en deux jurys; les attributions du collège et des jurys sont distinctes.

L'article 259bis, § 2, du même Code, charge le Roi de fixer les règles de fonctionnement à la fois du collège et des jurys.

L'arrêté royal en projet, dans son chapitre II, règle de façon globale le fonctionnement du seul collège, tandis que le fonctionnement des deux jurys ne fait l'objet que de dispositions éparses qui, insérées parmi les articles relatifs aux épreuves, se bornent à régler telle ou telle question particulière.

Ainsi, l'article 6 du projet détermine le mode de votation au sein du collège; en revanche, la même question n'est réglée pour les jurys qu'en ce qui concerne la délibération relative aux épreuves écrites (articles 14 et 17), rien n'étant prévu pour l'exercice des autres attributions des jurys (organisation des épreuves, délibération sur les épreuves orales, etc.). De même, l'article 4 ne traite que des moyens mis à la disposition du collège.

Le projet doit, dès lors, être revu afin d'assurer une meilleure cohérence en cette matière.

Intitulé.

L'intitulé serait rédigé plus simplement comme suit :

"Arrêté royal relatif au recrutement des magistrats".

Préambule.

1. L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Vu le titre VI du Code judiciaire, notamment l'article 259bis, y inséré par la loi du 18 juillet 1991;".

2. L'arrêté en projet trouve également son fondement dans l'article 23 de la loi du 18 juillet 1991.

Il y a donc lieu d'insérer un alinéa 2 nouveau rédigé comme suit :

"Vu la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, notamment l'article 23;".

3. Les alinéas 2 et 3 doivent être omis car les textes qui y sont visés ne constituent pas le fondement du projet.

4. Les alinéas 4 et 5, devenant les alinéas 3 et 4, doivent être complétés par la mention de la date à laquelle les accords ont été donnés (1).

5. Le texte néerlandais de l'alinéa 7, devenant l'alinéa 6, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

---

(1) Voy. toutefois l'observation faite au sujet de l'article 13.

Dispositif.

Chapitre premier.

Mieux vaut écrire "Chapitre premier. - De la publication des vacances et du dépôt des candidatures pour le collège de recrutement des magistrats".

Article 1er.

L'alinéa 1er reproduit la teneur de l'article 259bis, § 3, alinéa 1er, du Code judiciaire; il doit en conséquence être omis.

Le collège doit être cité en utilisant sa dénomination complète : "collège de recrutement des magistrats".

Bien que la loi du 18 juillet 1991 prévoie, pour d'autre procédures, des délais calculés en mois, il serait préférable, dans le présent projet, de fixer les délais en jours, ce type de computation étant plus précis.

Compte tenu de ce qui précède, le texte suivant est proposé pour l'article 1er :

"Article 1er.-

La vacance des fonctions de membres du collège de recrutement des magistrats, ci-après dénommé le collège, est publiée au Moniteur belge sous la forme d'un appel aux

candidats indiquant les missions de ce collège, les conditions de nomination ainsi que les modalités du dépôt des candidatures.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, sont adressées, sous pli recommandé à la poste, au président du Sénat dans les trente jours à compter de la publication de l'appel aux candidats.

A l'expiration de ce délai, la liste des candidats est communiquée, pour information, au Ministre de la Justice".

Article 2.

1. Aux termes de la première phrase,

"L'élection des membres du collège par le Sénat a lieu dans les deux mois qui suivent l'expiration du délai visé à l'article 1er, alinéa 3".

L'article 259bis, § 2, du Code judiciaire habilite le Roi à déterminer les modalités de la publication des vacances, du dépôt des candidatures, ainsi que du fonctionnement du collège de recrutement et des jurys, et ce, "sans préjudice des dispositions du paragraphe 3".

En revanche, le Roi n'est pas compétent pour fixer les règles selon lesquelles le Sénat exercera les attributions qui lui sont conférées par l'article 259bis, § 3, du Code judiciaire, et, en particulier, pour imposer un délai

à l'assemblée législative investie par la loi du pouvoir de nomination.

En outre, ce texte est rédigé de façon incorrecte dès lors qu'aux termes de l'article 259bis, § 3, du Code judiciaire, l'élection porte non pas sur la nomination des membres du collège, mais sur celle des membres des jurys.

La disposition doit dès lors être omise.

2. La deuxième phrase, devenant l'alinéa unique, serait mieux rédigée comme suit :

"La liste des membres nommés par le Sénat est publiée au Moniteur belge".

Chapitre II.

Dans l'intitulé du chapitre, il y a lieu, conformément au texte proposé ci-avant pour l'article 1er, d'omettre les mots "de recrutement", de sorte que l'intitulé serait le suivant : "Chapitre II. - Fonctionnement du collège".

La même observation vaut pour les articles 3, 17 et 19, alinéa 2.

Article 3.

Il convient d’omettre les mots "à Bruxelles", qui sont superflus.

Article 5.

Mieux vaudrait écrire :

"Le président du collège en organise les travaux et représente celui-ci auprès du Ministre de la Justice".

Article 6.

L’article dispose que les délibérations du collège sont prises à la majorité (simple) des voix mais ne prévoit pas expressément un quorum de présence.

L’absence de disposition relative au quorum de présence est assez étonnante compte tenu des discussions parlementaires ayant précédé la loi du 18 juillet 1991 (1).

En Commission de la justice du Sénat, l’amendement suivant avait été déposé :

"A. A l’article 417bis proposé, faire débuter le paragraphe 3 par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

---

(1) Doc. parl., Sénat, 1989-1990, n° 974/2, p. 130.

"Le collège siégeant soit en formation plénière, soit en tant que jury comme prévu au paragraphe 2, 1°, ne peut valablement délibérer que si deux tiers au moins de ses membres sont présents. En outre, lorsqu'il siège en formation plénière, la présence de la moitié au moins des membres de chaque rôle linguistique est requise".

B. L'actuel alinéa devient l'alinéa 2.

Justification.

Si l'on prévoit, en ce qui concerne les comités d'avis, un quorum des présences, on ne voit pas la raison pour laquelle une disposition semblable ne figurerait pas pour le collège et pour les jurys d'examen, d'autant plus que dans les deux cas un système de suppléance est prévu.

Le quorum des deux tiers est prévu pour assurer le maintien de la représentativité dans la composition du collège".

L'amendement fut rejeté au motif que :

"La Commission constate que les amendements sont superflus, étant donné que le projet prévoit que le Roi arrêtera une réglementation en la matière".

De même, le projet ne prévoit aucun quorum de présence pour les réunions des jurys.

Il convient, dès lors, de compléter le texte en déterminant le quorum de présence minimum requis aussi bien pour les réunions du collège que pour celles des jurys d'examen.

Article 7.

Il y a lieu de se référer à l'observation faite au sujet de l'article 13.

Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre III devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 8 et 9.

1. En tant qu'il dispose que le concours d'admission au stage judiciaire et l'examen d'aptitude professionnelle sont organisés chaque année, l'article 8 du projet reproduit une règle qui est déjà contenue dans l'article 259bis, § 4, a, alinéa 2, du Code judiciaire, en ce qui concerne l'examen, et dans l'article 259quater, § 1er, alinéa 1er, du même code, en ce qui concerne le concours.

La première phrase de l'article 8 doit, en conséquence, être omise.

2. L'article 8 prévoit que l'avis faisant connaître notamment le délai d'introduction des demandes de participation, est publié dans la seconde quinzaine du mois d'octobre.

Aucune disposition ne détermine la date à laquelle doit être publiée la vacance des fonctions de stagiaire judiciaire (article 259quater, § 1er, alinéa 3), alors que

cette publication fait courir le délai imparti aux candidats pour introduire leur demande de participation au concours.

En fixant l'obligation d'adresser la demande de participation au concours dans le délai d'un mois à partir de la publication de l'avis au Moniteur belge dans la seconde quinzaine du mois d'octobre, l'arrêté en projet risque d'empêcher la règle légale d'être appliquée.

L'article 8 doit être revu afin d'assurer que les différentes publications interviennent simultanément en ce qui concerne le concours.

3. L'article 9 du projet prévoit que les candidats doivent adresser leur demande de participation aux épreuves "dans le délai d'un mois à partir de la publication visée à l'article 8".

La publication visée à l'article 8 du projet consiste dans l'insertion au Moniteur belge d'un avis "faisant connaître la forme et le délai dans lequel les demandes de participation aux épreuves doivent être introduites".

En ce qui concerne les demandes de participation au concours d'admission au stage judiciaire, ces dispositions ne sont pas conformes à l'article 259quater, § 1er, alinéa 3, du Code judiciaire, qui retient comme point de départ du délai d'un mois, "la publication des vacances de fonctions de stagiaire judiciaire au Moniteur belge".

Il s’ensuit que les dispositions que l’article 9 consacre au délai d’introduction des candidatures doivent être modifiées, afin de pouvoir se concilier avec les dispositions du Code judiciaire.

4. L’article 9 qui dispose que les candidats adressent leur demande "au secrétaire du collège" ne se concilie pas avec l’article 259bis, § 2, alinéa 3, du Code judiciaire qui prévoit qu’un secrétaire est désigné pour assister "chaque jury".

5. En tant qu’il dispose que l’avis fait "connaître la forme et le délai dans lequel les demandes de participation aux épreuves doivent être introduites", l’article 8 serait mieux rédigé comme suit :

"L’avis fait connaître les conditions de forme et de délai relatives à l’introduction des demandes de participation aux épreuves".

Article 10.

Pour organiser les épreuves en français, en néerlandais ou en allemand, il ne convient pas de faire référence aux conditions linguistiques de nomination auxquelles sont soumis les membres des greffes et parquets. Seules les conditions linguistiques de nomination des magistrats doivent être prises en considération, à défaut de quoi l’article 23 de la Constitution ne serait pas respecté.

Dès lors, l'article 10 doit être revu.

Article 11.

En chargeant le collège, réuni en séance plénière, de fixer chaque année le contenu et la forme des épreuves, l'article 11 est rédigé de façon trop générale et ne permet dès lors pas de respecter la répartition légale des compétences entre le collège et les jurys. De surcroît, l'article donne une interprétation de la notion légale de programme, ce qu'il n'appartient pas au Roi de faire, compte tenu de l'article 259bis du Code judiciaire.

En conclusion, l'article doit être omis.

Article 12.

Aux termes de l'article,

> "Nul ne peut prendre part en qualité de président, de vice-président ou de membre des jurys à une épreuve orale d'un conjoint, parent ou allié jusqu'au qua-trième degré inclus".

L'expression "prendre part à une épreuve orale" est imprécise et gagnerait à être précisée en ce qui concerne l'étendue de l'interdiction (délibération du jury sur l'épreuve, épreuve orale des autres candidats, etc.).

S'agissant d'une règle destinée à garantir l'impartialité du jury en cas de mariage ou de parenté avec un ou plusieurs candidats, on n'aperçoit pas, en outre, la

raison pour laquelle l'interdiction serait limitée à l'épreuve orale subie par ces candidats, à l'exclusion de la délibération clôturant l'épreuve ou à l'exclusion de l'épreuve écrite, d'autant moins, dans ce dernier cas, que l'article 14 du projet n'assure pas de façon complète l'anonymat des candidats lors de la délibération relative aux épreuves écrites.

L'article 12 doit être rédigé de manière plus précise et plus complète.

Article 13.

Les ministres ayant respectivement la Fonction publique et le Budget dans leurs attributions ont subordonné leur accord sur l'article 13 à la condition que les montants de l'allocation soient accordés par prestation de deux heures.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

1. In zijn brief van 29 november 1991 waarbij hij de afdeling wetgeving van de Raad van State om advies heeft gevraagd over het ontwerp, vraagt de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie uitdrukkelijk dat men zich in dat advies eveneens uitspreekt over de mogelijkheid om het ontworpen besluit tijdens een periode van lopende zaken vast te stellen.

Het ontwerp waarover de afdeling wetgeving om advies wordt gevraagd behelst de uitvoering van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten en bepaalt de data waarop die wet in werking treedt.

Het ontwerp, dat weliswaar van technische aard is, brengt een hervorming tot stand waarvan de betekenis zeker niet te verwaarlozen is en regelt een procedure in het verloop waarvan een van de wetgevende kamers een belangrijke rol heeft willen spelen (artikel 259bis, § 3, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

2. De ontslag nemende ministers behouden de bevoegdheid om de lopende zaken te regelen : de verantwoording hiervoor is te vinden in de continuïteit van de

openbare dienst die een algemeen beginsel is dat in alle gevallen van toepassing is (1) (2) (3).

Het begrip lopende zaken, waarmede wordt bepaald wat de bevoegdheden van een ontslag nemende regering zijn en waarmede wordt getracht het beginsel van de verantwoordelijkheid van de ministers voor de kamers met dat van de continuïteit van de openbare dienst te verzoenen, heeft een heterogene inhoud.

Een eerste categorie van lopende zaken heeft te maken met het dagelijks bestuur van een ministerieel departement (4). Het ontworpen besluit behoort niet tot deze categorie.

---

(1) Arrest DE VAL, nr. 24.143, van 16 maart 1984.

(2) Over de bevoegdheden van een regering in een periode van lopende zaken, zie het advies L. 21.303/2 dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 13 november 1991 heeft gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen en de verwijzingen waarvan melding wordt gemaakt op bladzijde 29.404, noot 1, van het Belgisch Staatsblad van 24 december 1991.

(3) Over de rechtspraak van de afdeling administratie, zie de Permanente tabellen, V° Bevoegdheid van de administratieve overheden, nr. VI/D-c.

(4) Over dit begrip, zie de arresten van de Raad van State, BERCKX, nr. 18.291, van 1 juni 1977; JOOS, nr. 20.080, en HAESAERT, nr. 20.081, van 20 januari 1980. Adde : het arrest STUER, nr. 22.850, van 20 januari 1983.

Vervolgens moet een onderscheid worden gemaakt tussen enerzijds de verordeningen en de besluiten die steunen op gewichtige beslissingen ten opzichte van het algemeen beleid en daarom slechts kunnen worden genomen door een regering die het vertrouwen heeft van een parlementaire meerderheid (voornoemd advies L. 21.303/2) en anderzijds de bestuurszaken "van meer dan gewoon belang die niet in de vaste patronen van de dagelijkse werking van een departement kunnen worden ingepast" (voornoemd arrest nr. 17.128).

In dit laatste geval kan het besluit nog worden genomen in een periode van lopende zaken "indien de behandeling van de zaak werd ingezet een behoorlijke tijd voor de kritieke periode, indien de zaak nadien zonder bepaalde overhaasting werd afgewikkeld en de vragen van beleid, die zich op administratief niveau hebben kunnen voordoen voor de kritieke periode werden opgelost, met andere woorden indien de beslissing voorkomt als het eindresultaat van een normaal aangevatte en normaal afgewikkelde en besloten bestuursverrichting en niet als het verrassend gevolg van een plots opgezette en geforceerd uitgevoerde operatie, die uitgaat van een buiten de normale grondwettelijke voorwaarden handelende, want niet meer politiek verantwoordelijke minister" (de eerdergenoemde arresten 20.080 en 20.081).

De ontworpen tekst bepaalt er zich toe fundamentele beslissingen die reeds door de wetgever zijn genomen uit te voeren en niet vast te stellen. De totstandkoming ervan is begonnen voor de wetgevende kamers werden ontbonden en de goedkeuring ervan zou in de komende weken moeten geschieden

opdat de eerste examens, overeenkomstig de wens van de wetgever, in de loop van het jaar 1992 kunnen plaatshebben.

Het is de Raad van State evenwel niet mogelijk, aan de hand van de inlichtingen en documenten die hem zijn bezorgd, na te gaan of alle voorwaarden voor de afwikkeling in crisistijd van een procedure die in tempore non suspecto is begonnen, zijn vervuld.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

### Algemene opmerkingen.

1. In het derde hoofdstuk van het bepalend gedeelte van het ontworpen koninklijk besluit zijn een aantal bepalingen gewijd aan de organisatie van het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage en aan de organisatie van het examen inzake beroepsbekwaamheid.

De wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten bevat zelf een aantal normen die ter zake gelden; bovendien voorziet artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek in het optreden van drie onderscheiden overheden met het oog op de regeling van de examens voor de werving van de magistraten, namelijk :

- de Koning die ermee belast wordt te bepalen op welke wijze onder meer de examencommissies werken;

- het wervingscollege der magistraten dat de programma's van het examen en het vergelijkend examen moet opstellen;

- de examencommissies die tot taak hebben het examen en het vergelijkend examen te organiseren "volgens de wettelijke bepalingen".

De bevoegdheid van de Koning wordt overeenkomstig artikel 67 van de Grondwet, wat de uitvoering van de wet van 18 juli 1991 betreft, weliswaar niet beperkt tot het loutere bepalen van de werkwijze van de examencommissie, doch sensu stricto zou hij zich met die bevoegdheid niet kunnen begeven op het terrein van de bevoegdheden die door de wet rechtstreeks zijn opgedragen aan het college wat de programma's van het examen en het vergelijkend examen betreft.

Het begrip "examenprogramma" verwijst inzake onderwijs stellig naar de gehele kennis en stof die het onderwerp vormen van een examen of een vergelijkend examen en waarover de sollicitanten moeten worden ondervraagd.

De wetgever lijkt dit begrip evenwel in een ruimere betekenis te hebben gehanteerd daar er in de parlementaire voorbereiding van de wet van 18 juli 1991 tevens niet alleen wordt verwezen naar de criteria voor het "toetsen" van de sollicitanten, doch ook naar de algemene voorwaarden (namelijk die welke "eenvormigheid" eisen)

betreffende de organisatie en het verloop van de examens (1). In dit advies houdt de Raad van State noodzakelijkerwijs met die betekenis rekening.

De bevoegdheid van het college wordt zelf beperkt door de vaststelling van de bijzondere regels voor de praktische organisatie van de examens, welke de taak is van de examencommissies en zich overigens niet verdraagt met de bekendmaking die door artikel 259bis, § 4, a, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt geëist.

De bevoegdheid die de wetgever aan het college en aan de examencommissies verleent, staat er evenwel niet aan in de weg dat de Koning, binnen de perken omschreven in de inleidende opmerking, sommige grondregels vaststelt die de examencommissies in hun werkwijze in acht moeten nemen (functioneel aspect) en die los staan van de keuze die aan de regeling van de inhoud en van het verloop van de examens ten grondslag ligt (structureel aspect), op voorwaarde dat Hij zich aldus niet begeeft op de terreinen die de wet zelf voor zich heeft willen houden.

Aan sommige bepalingen van het ontwerp moet een onderzoek worden gewijd uit het oogpunt van de wettige

---

(1) Memorie van toelichting, Gedr. St. Senaat, 1989-1990, nr. 974/1, blz. 9 en 12; Verslag namens de Commissie voor de Justitie van de Senaat, Gedr. St., 1989-1990, nr. 974/2, blz. 7, 9, 19 en 127; Verslag namens de Commissie voor de Justitie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, (Gedr. St., 1990/1991, nr. 1565/10, blz. 20 en 67.

verdeling van de bevoegdheden; het betreft in hoofdzaak de artikelen 11, 14 en 15 van het ontwerp.

2. Artikel 259bis, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek stelt een wervingscollege der magistraten in, dat uiteenvalt in twee examencommissies; het college en de examencommissies hebben onderscheiden bevoegdheden.

Artikel 259bis, § 2, van hetzelfde wetboek draagt de Koning op de regels vast te stellen voor de werkwijze van het college en van de examencommissies.

In hoofdstuk II van het ontworpen besluit wordt de werkwijze van alleen het college in zijn geheel geregeld. De werkwijze van de twee examencommissie’s wordt slechts geregeld in her en der verspreide bepalingen die zijn ingevoegd onder de artikelen die op de examens betrekking hebben en bepalen zich ertoe deze of gene bijzondere kwestie te regelen.

Zo wordt er in artikel 6 van het ontwerp bepaald hoe er in het college wordt gestemd; voor de examencommissies daarentegen wordt dezelfde aangelegenheid slechts geregeld met betrekking tot de beraadslaging over de schriftelijke examens (de artikelen 14 en 17, terwijl er geen regeling bestaat voor de uitoefening van de overige bevoegdheden van de examencommissies (organisatie van de examens, beraadslaging over de mondelinge examens, enz.).

Zo ook handelt artikel 4 slechts over de middelen die ter beschikking van het college staan.

Het ontwerp moet zo worden herzien dat er wat die aangelegenheid betreft een betere samenhang tot stand wordt gebracht.

Opschrift.

Het opschrift zou eenvoudiger luiden als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende de werving van magistraten".

Aanhef.

1. Het eerste lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op titel VI van het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 259bis, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991;".

2. Artikel 23 van de wet van 18 juli 1991 levert eveneens de rechtsgrond op voor het ontworpen besluit. Er moet bijgevolg een nieuw tweede lid worden ingevoegd dat als volgt luidt :

"Gelet op de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten, inzonderheid op artikel 23;".

3. Het tweede en het derde lid moeten vervallen want de teksten waarnaar daarin wordt verwezen leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp.

4. Het vierde en het vijfde lid, die het derde en het vierde lid worden, moeten zo worden aangevuld dat daarin de datum van de akkoordbevindingen wordt vermeld (1).

5. Het zevende lid, dat het zesde lid wordt, behoort aldus te worden gesteld :

"Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;".

---

(1) Zie evenwel de opmerking die bij artikel 13 is gemaakt.

Bepalend gedeelte.

Hoofdstuk I.

Het zou beter zijn te schrijven : "Hoofdstuk I. - Bekendmaking van de vacatures en indiening van de sollicitaties voor het wervingscollege der magistraten".

Artikel 1.

Het eerste lid neemt de tekst over van artikel 259bis, § 3, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek; het behoort dan ook te vervallen.

Het college moet met zijn volledige benaming worden geciteerd, te weten "wervingscollege der magistraten".

Ofschoon de wet van 18 juli 1991 voor andere procedures termijnen stelt die in maanden worden uitgedrukt, is het verkieslijk in dit ontwerp de termijnen in dagen uit te drukken, aangezien deze wijze van berekening nauwkeuriger is.

Gelet op wat voorafgaat, wordt voor artikel 1 de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-
De vacature van de functie van lid van het wervingscollege der magistraten, hierna te noemen het

college, wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, in de vorm van een oproep tot de gegadigden, waarbij de taken van het college, de benoemingsvoorwaarden en de nadere regels inzake de indiening van de sollicitaties worden omschreven.

De sollicitaties worden, samen met een levensloop, binnen dertig dagen te rekenen van de bekendmaking van de oproep tot de gegadigden bij ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van de Senaat.

Na verloop van die termijn wordt de lijst van de sollicitanten ter kennisneming medegedeeld aan de Minister van Justitie".

Artikel 2.

1. De eerste volzin luidt als volgt :

"De verkiezing van de leden van het College door de Senaat heeft plaats binnen de twee maanden die volgen op het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 1, al. 3".

Artikel 259bis, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek machtigt de Koning om de bekendmaking van de vacatures, het indienen van de sollicitaties, alsook de werkwijze van het wervingscollege en van de examencommissies te regelen, zulks "onverminderd hetgeen is bepaald in § 3".

Daarentegen is de Koning niet bevoegd om de regels vast te stellen volgens welke de Senaat de bevoegdheden uitoefent die hem bij artikel 259bis, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek worden toegewezen, en inzonderheid om aan de wetgevende vergadering, waaraan bij wet benoemingsbevoegdheid is toegekend, een termijn op te leggen.

Voorts is deze tekst onjuist gesteld in zoverre naar luid van artikel 259bis, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek de verkiezing betrekking heeft op de benoeming van de leden van de examencommissies, doch niet op de benoeming van de leden van het college.

Derhalve behoort die bepaling te vervallen.

2. Het zou beter zijn de tweede volzin, die het enige lid wordt, als volgt te stellen :

"De lijst van de door de Senaat benoemde leden wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

## Hoofdstuk II.

Conform de tekst welke hierboven is voorgesteld voor artikel 1, behoort in het opschrift van dit hoofdstuk het woord "wervingscollege" vervangen te worden door het woord "college", zodat het opschrift dan luidt : "Hoofdstuk II. - Werkwijze van het college".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 3, 17 en 19, tweede lid.

Artikel 3.

De woorden "te Brussel", welke overbodig zijn, dienen te vervallen.

Artikel 5.

Het zou beter zijn te schrijven :

"De voorzitter van het college organiseert de werkzaamheden ervan en vertegenwoordigt het bij de Minister van Justitie".

Artikel 6.

Dit artikel bepaalt dat de besluiten van het college genomen worden bij (gewone) meerderheid van stemmen, maar voorziet niet uitdrukkelijk in een aanwezigheidsquorum.

Het is enigszins verwonderlijk dat geen bepaling betreffende het aanwezigheidsquorum is opgenomen, gelet op de parlementaire beraadslagingen die aan de wet van 18 juli 1991 zijn voorafgegaan (1).

---

(1) Gedr. St., Senaat, 1989-1990, nr. 974/2, blz. 130.

In de Commissie voor de Justitie van de Senaat is het volgende amendement ingediend :

"A. In het voorgestelde artikel 427bis, het enige lid van § 3 te doen voorafgaan door het volgende lid :

"Het college dat zitting houdt, hetzij in voltallige vergadering, hetzij als examencommissie zoals bepaald in § 2, 1°, kan alleen geldig beraadslagen en besluiten indien ten minste twee derden van zijn leden aanwezig zijn. Bij zitting in voltallige vergadering is bovendien de aanwezigheid vereist van ten minste de helft van de leden van elke taalrol".

B. Het enige lid wordt het tweede lid.

Verantwoording.

Voor de adviescomités is een quorum inzake aanwezigheid voorgeschreven : bijgevolg is er geen reden waarom een soortgelijke bepaling ook niet zou gelden voor het college en de examencommissies, te meer omdat in de twee gevallen in een regeling voor plaatsvervanging is voorzien.

Het quorum van twee derde is voorzien om ervoor te zorgen dat de samenstelling van het college een representatief karakter behoudt".

Het amendement is om de volgende reden verworpen :

"De Commissie stelt vast dat de amendementen overbodig zijn vermits in het ontwerp reeds is bepaald dat de Koning ter zake een regeling zal treffen".

Tevens bepaalt het ontwerp geen enkel aanwezigheidsquorum voor de vergaderingen van de examencommissies.

Derhalve moet de tekst worden aangevuld met de vaststelling van het vereiste aanwezigheidsquorum, zowel

voor de vergaderingen van het college als van de examencommissies.

Artikel 7.

Verwezen dient te worden naar de opmerking gemaakt in verband met artikel 13.

Het zou beter zijn het opschrift van hoofdstuk III als volgt te redigeren : "Het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage en het examen inzake beroepsbekwaamheid".

Artikelen 8 en 9.

1. In zoverre artikel 8 van het ontwerp bepaalt dat het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage en het examen inzake beroepsbekwaamheid jaarlijks worden georganiseerd, neemt dat artikel een regel over die reeds vervat is in artikel 259bis, § 4, a, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek wat het examen betreft, en in artikel 259quater, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wat het vergelijkend examen betreft.

Bijgevolg dient de eerste volzin van artikel 8 te vervallen.

2. Artikel 8 bepaalt dat het bericht waarbij onder meer de termijn medegedeeld wordt voor de indiening van de aanvragen tot deelneming, bekendgemaakt wordt in de tweede helft van de maand oktober.

Geen enkele bepaling stelt de datum vast waarop het openvallen van de ambten van gerechtelijk stagiair moet worden bekendgemaakt (artikel 259quater, § 1, derde lid), ofschoon door die bekendmaking de termijn ingaat binnen welke de belangstellenden hun aanvraag tot deelneming aan het vergelijkend examen kunnen indienen.

Door te bepalen dat de aanvraag tot deelneming aan het vergelijkend examen binnen een maand te rekenen van de bekendmaking van het bericht in het Belgisch Staatsblad in de tweede helft van de maand oktober moet worden verstuurd, dreigt het ontworpen besluit te beletten dat de wetsregel wordt toegepast.

Artikel 8 behoort in die zin te worden herzien dat de onderscheiden bekendmakingen met betrekking tot het vergelijkend examen gelijktijdig plaatshebben.

3. Artikel 9 van het ontwerp bepaalt dat de belangstellenden hun aanvraag tot deelneming aan de examen-gedeelten "binnen de termijn van een maand te beginnen vanaf de bekendmaking vermeld in artikel 8" moeten versturen.

De in artikel 8 van het ontwerp bedoelde bekend-making bestaat in de invoeging, in het Belgisch Staatsblad,

van een bericht "dat de vorm en de termijn doet kennen waarin de aanvragen tot deelname aan de proeven moeten worden ingeleid".

Die bepalingen zijn, wat de aanvragen tot deelneming aan het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage betreft, niet in overeenstemming met artikel 259quater, § 1, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat als aanvangsdatum van de termijn van een maand "de bekendmaking van het openvallen van ambten van gerechtelijk stagiair in het Belgisch Staatsblad" aangeeft.

Daaruit volgt dat het bepaalde in artikel 9 betreffende de termijn voor de indiening van de sollicitaties moet worden gewijzigd, teneinde het in overeenstemming te brengen met het bepaalde in het Gerechtelijk Wetboek.

4. In zoverre artikel 9 bepaalt dat de sollicitanten hun aanvraag richten "aan de secretaris van het College", is het niet in overeenstemming met artikel 259bis, § 2, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, naar luid waarvan een secretaris wordt aangewezen om "elke examencommissie" bij te staan.

5. In zoverre artikel 8 bepaalt dat het bericht "de vorm en de termijn doet kennen waarin de aanvragen tot deelname aan de proeven moeten worden ingeleid", zou het beter als volgt worden gesteld :

"Het bericht vermeldt de vorm- en termijnvoorwaarden voor de indiening van de aanvragen tot deelneming aan de examengedeelten".

Artikel 10.

Voor de organisatie van de examengedeelten in het Nederlands, het Frans of het Duits behoort niet verwezen te worden naar de taalvoorwaarden tot benoeming welke van toepassing zijn op de leden van griffies en parketten. Alleen de taalvoorwaarden tot benoeming van de magistraten moeten in aanmerking worden genomen, zo niet zou zulks in strijd zijn met artikel 23 van de Grondwet.

Derhalve moet artikel 10 worden herzien.

Artikel 11.

Door het college, zitting houdend in voltallige vergadering ermee te belasten elk jaar de inhoud en de vorm van de examengedeelten vast te stellen, is artikel 11 te algemeen gesteld en daardoor kan de wettelijke verdeling van de bevoegdheden over het college en de examencommissies niet worden nageleefd. Bovendien geeft het artikel een interpretatie van het wettelijke begrip "programma", wat gelet op artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek niet de taak is van de Koning.

Bijgevolg moet het artikel vervallen.

Artikel 12.

Het artikel bepaalt :

"Niemand kan in hoedanigheid van voorzitter, ondervoorzitter of lid van de jury deelnemen aan een mondelinge proef van een echtgenoot, familielid of aanverwant tot in de 4de graad inbegrepen".

De uitdrukking "deelnemen aan een mondelinge proef" is vaag en zou duidelijker moeten worden gemaakt wat de draagwijdte van het verbod betreft (beraadslaging van de examencommissie over het examengedeelte, mondeling gedeelte van de andere gegadigden, enz.).

Aangezien het voorschrift bestemd is om de onpartijdigheid van de examencommissie te garanderen in geval van huwelijk of verwantschap met een of meer gegadigden, is het bovendien niet duidelijk waarom het verbod beperkt zou blijven tot het door die gegadigden afgelegde mondelinge gedeelte, met uitzondering van de beraadslaging die dat examengedeelte afsluit of met uitzondering van het schriftelijk gedeelte, des te minder omdat artikel 14 van het ontwerp in dat laatste geval de anonimiteit van de gegadigden bij de beraadslaging over de schriftelijke examengedeelten niet volledig verzekert.

Artikel 12 moet duidelijker en volledig worden geredigeerd.

Artikel 13.

De Minister tot wier bevoegdheid respectievelijk het Openbaar Ambt en de Begroting behoren, hebben hun goedkeuring van artikel 13 afhankelijk gesteld van de voorwaarde dat de bedragen van de toelage worden toegekend per prestatie van twee uur.

Het ontwerp is niet aangepast om aan die voorwaarde te voldoen, zodat er bij de huidige stand van zaken niet van kan worden uitgegaan dat artikel 13 de goedkeuring van de bevoegde Ministers heeft gekregen.

Subsidiair dient te worden opgemerkt dat volgens de artikelen 7 en 13 van het ontwerp de leden van het college die ook lid zijn van de examencommissies, in sommige gevallen voor elke vergadering aanspraak zouden kunnen maken op de betaling van zowel de "verblijfsvergoeding" als van de toelage per uur.

Als dat niet de bedoeling is van de steller van het ontwerp zal hij duidelijk moeten bepalen in welke gevallen eventueel een vergoeding of een toelage kan worden verleend.

Artikel 13.

Het ontwerp heeft twee artikelen 13. Het tweede artikel 13 herhaalt een voorschrift dat al is vervat in

artikel 259bis, § 4, a, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek en moet dus vervallen.

Artikel 14.

1. Artikel 14, eerste lid, handelt over het corrigeren van de schriftelijke examengedeelten en bepaalt dat de omslagen die aan de examenbladen zijn gehecht en die de naam van de gegadigden bevatten, door het "secretariaat" worden geopend na de beoordeling maar vóór de beraadslaging over het schriftelijk examengedeelte.

Overeenkomstig de algemene opmerking behoren die bepalingen tot het domein van het wervingscollege der magistraten, dat bevoegd is om de algemene bepalingen vast te stellen betreffende de methoden voor de beoordeling van de gegadigden (1) en betreffende het verloop van de examengedeelten, met inbegrip van de wijze van beoordeling, het minimumaantal leden die elk werk moeten corrigeren, de voorschriften die een waarborg moeten zijn voor de objectiviteit van de correctie, enz.

Zelfs als men aanneemt dat de Koning een algemene regel kan vaststellen om ervoor te zorgen dat de examencommissie zodanig te werk gaat dat de anonimiteit van de gegadigden bij de correctie van het schriftelijk examengedeelte

---

(1) Met inachtneming van het criterium bepaald in artikel 259bis, § 4, a, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

bewaard blijft, moet bij de door het ontwerp ingestelde werkwijze toch een voorbehoud worden gemaakt.

Tijdens de parlementaire besprekingen die aan de goedkeuring van de wet van 18 juli 1991 zijn voorafgegaan, is de nadruk gelegd op de garantie die de anonimiteit van de gegadigden biedt bij de beoordeling van het schriftelijk examengedeelte (1). Die garantie wordt niet volledig verzekerd door een procedure die de examencommissie ertoe dwingt te beraadslagen nadat de naam van de gegadigden is bekendgemaakt.

2. In de Franse tekst van het eerste lid dient het woord "cotées" te worden vervangen door het woord "notées" en in het derde lid van de Nederlandse tekst schrijve men "vergelijkend examen" in plaats van "examen".

3. Bij de tweede zin van het derde lid, in zoverre hij bepaalt dat in het proces-verbaal een voorlopige rangschikking van de geslaagde sollicitanten wordt opgemaakt, zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij artikel 15 van het ontwerp.

---

(1) Zie bijvoorbeeld het verslag van de Commissie voor de Justitie van de Senaat, Gedr. St., 1989-1990, nr. 974/2, blz. 126, en dat van de Commissie voor de Justitie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, Gedr. St., 1990-1-991, nr. 1565/10, blz. 40.

Artikel 15.

1. In zoverre artikel 15 bepaalt dat "de laureaten van de schriftelijke proef worden opgeroepen tot de mondelinge proef door de zorgen van de secretarissen van de jury", verleent het aan het eerste examengedeelte indirect het karakter van een schiftingsgedeelte.

Die bevoegdheid komt aan het wervingscollege der magistraten toe krachtens artikel 259bis, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek.

Het is ook de taak van het college om te beslissen over de - door het ontwerp niet opgeloste - kwestie van de weging van de cijfers die respectievelijk na afloop van het schriftelijk examengedeelte en na afloop van het mondelinge examengedeelte zijn behaald, in het eindcijfer dat bepalend zal zijn voor de definitieve rangschikking van de gegadigden.

2. Evenzo is het aan het college en niet aan de Koning om te bepalen in welke gevallen de mondelinge examengedeelten in verscheidene zittingen kunnen verlopen.

Het ontwerp zou echter wel moeten worden aangevuld met de formulering van de voorschriften die gelden voor de werkwijze van de examencommissie bij de beraadslaging die de mondelinge examengedeelten noodzakelijkerwijze zal moeten afsluiten.

Ten slotte moet de Minister er enerzijds op worden geattendeerd dat wanneer het mondelinge examengedeelte in verscheidene zittingen verloopt, zulks moet geschieden met inachtneming van de algemene beginselen van de collegiale procedure (1) die inzonderheid vereisen dat alleen de leden van de examencommissie die op alle zittingen aanwezig waren aan de beraadslaging kunnen deelnemen (2) en anderzijds dat het schriftelijk examengedeelte moet worden gecorrigeerd door alle leden van de examencommissie opdat de gegadigden kunnen worden vergeleken en gerangschikt.

Artikel 16.

Het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Na afloop van de beraadslaging over het mondelinge examengedeelte, wordt voor elke examencommissie een proces-verbaal van het vergelijkend examen opgemaakt dat door de voorzitter en door de secretaris van de examencommissie wordt ondertekend.

---

(1) Zie in dat verband M.-A. FLAMME, "Droit administratif", deel I, Brussel, 1989, blz. 418, nr. 176.

(2) De vereiste eenheid in de beoordeling die de gelijkheid van de examinandi waarborgt, onderstelt, behoudens bijzondere voorschriften voor bijzondere gevallen, dat in een zelfde examenzittijd een zelfde examencommissie alle kandidaten ondervraagt (arrest Raad van State, VAN DE KERKHOVE en JANSSENS, nr. 12.990, van 29 mei 1968).

Het proces-verbaal vermeldt de uitslag die elke gegadigde heeft behaald en geeft de definitieve rangschikking van de gegadigden.

De rangschikking wordt door de voorzitter van het college ter kennis van de Minister van Justitie gebracht en wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt".

Artikel 17.

Het artikel moet worden herzien om rekening te houden met de opmerkingen die zijn gemaakt bij de artikelen 11, 14 en 15.

Er zij bovendien opgemerkt dat de verwijzing in dat artikel naar artikel 15 van het ontwerp verkeerd is omdat de toepassing van een zodanige bepaling betreffende de regels voor het mondelinge examengedeelte, onder voorbehoud van de bevoegdheid van de Koning ter zake, in alle gevallen verplicht lijkt en niet alleen in het geval waarin het college beslist dat het examen ook een voorafgaand schriftelijk gedeelte zal hebben.

De verwijzing naar artikel 15 moet opnieuw worden onderzocht.

Artikel 18.

1. De eerste zin van het tweede lid verwijst naar een bijlage die niet aan de Raad van State is bezorgd, zodat de Raad niet in staat is dat deel van het tweede lid te onderzoeken.

2. Het voorschrift van artikel 18, tweede lid, tweede zin, volgens hetwelk het "bewijsschrift" "onder meer (vermeldt) of het bekomen werd met de grootste onderscheiding, grote onderscheiding, onderscheiding of voldoening" is een voorschrift dat niet noodzakelijk is voor de toepassing van de wet; het heeft evenmin betrekking op de werkwijze van de examencommissie. Daarom bieden de bevoegdheden die de Koning ontleent aan artikel 67 van de Grondwet of die welke Hem worden verleend door het nieuwe artikel 259bis, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, Hem niet de mogelijkheid om aan de wettelijke taak van de examencommissie, die ermee belast is de bekwaamheid voor het uitoefenen van gerechtelijke ambten na te gaan, de taak toe te voegen om de wijze - gaande van met voldoening tot met grootste onderscheiding - te vermelden waarop de gegadigde heeft geantwoord tijdens het examen dat hem is opgelegd.

Door in die vermelding te voorzien is artikel 18, tweede lid, tweede zin, onwettig en moet het vervallen.

3. Onder voorbehoud van die opmerkingen wordt voorgesteld het eerste lid van artikel 18 te redigeren als volgt :

"Na afloop van de beraadslaging over het mondelinge examengedeelte wordt in elke examencommissie een proces-verbaal van het examen opgemaakt dat door de voorzitter en door de secretaris van de examencommissie wordt ondertekend.

Het proces-verbaal vermeldt de uitslagen die elke gegadigde heeft behaald".

Artikel 19.

Om te zorgen voor een minimum aan samenhang bij de inwerkingtreding van de bepalingen van de wet, wordt voorgesteld artikel 19 te redigeren als volgt :

"De artikelen 1, 2, 4, 8, 11, 16, 19 en 23 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten, alsook de artikelen 259bis en 259ter, §§ 1 en 3 tot 7, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 20 van de wet van 18 juli 1991, treden in werking op dezelfde dag als dit besluit.

De artikelen 259ter, § 2, en 259quater van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991, alsook de artikelen 21, § 2, en 22 van de wet van 18 juli

1991 treden in werking op dezelfde dag als die van de gelijktijdige bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van enerzijds het ministerieel besluit tot bekrachtiging van de programma's van het eerste examen inzake beroepsbekwaamheid en van het eerste vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage, en anderzijds het openvallen van ambten van gerechtelijk stagiair, overeenkomstig artikel 259quater, § 1, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

De artikelen 3, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13 tot 15, 17, 18 en 21, § 1, van de wet van 18 juli 1991 treden in werking op de tiende dag na die waarop de rangschikking van de gegadigden die zijn geslaagd voor het eerste vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage, is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

SLOTOPMERKING.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is ondermaats.

Er worden namelijk een aantal termen in gebruikt die in die betekenis in het Nederlands niet gangbaar zijn, zoals "jury" in plaats van "examencommissie", "proef" in plaats van "examen(gedeelte)", "beraadslaging" in plaats van "besluit", "laureaat" in plaats van "geslaagde". Voorts komen er ook een aantal foutieve wendingen en termen in voor, zoals "bij afloop van" in plaats van "na afloop van", "deelnemingsaanvraag tot de proeven" in plaats van "aanvraag tot deelneming aan de examengedeelten", "per langs de post

aangetekende brief" in plaats van "bij een ter post aangetekende brief", "eindbepalingen" in plaats van "slotbepalingen".

De Nederlandse tekst van die artikelen of delen van artikelen waar geen tekstvoorstellen voor zijn gedaan zou dan ook uit een taalkundig oogpunt moeten worden herschreven.

---

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. JAUMOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. QUINTIN, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J. JAUMOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.